

AMNESTY INTERNATIONAL

ÉF AI

Index AI : AS AI 21/74/96

DOCUMENT EXTERNE

Londres, 4 novembre 1996

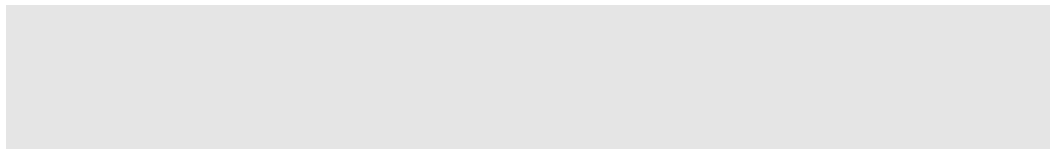
INDONÉSIE

Les imprimeurs d'un journal indépendant arrêtés

Amnesty International est préoccupée par l'arrestation de deux hommes accusés d'avoir insulté le président et le gouvernement. Leur arrestation serait, semble-t-il, liée au fait qu'ils auraient imprimé un magazine non autorisé (en effet, aux termes de la législation indonésienne relative aux médias, toutes les publications de presse sont soumises à l'octroi d'une licence de publication, délivrée par le ministre de l'Information). L'Organisation estime que ces deux hommes ont été arrêtés uniquement en raison de leurs activités – pourtant pacifiques et légales – en tant qu'imprimeurs d'un magazine indépendant. S'ils devaient être jugés et emprisonnés, Amnesty International les considérerait comme des prisonniers d'opinion. En conséquence, elle demande aux autorités indonésiennes de libérer ces deux hommes immédiatement et sans condition.

Andi Syahputra, trente et un an, et Dasrul, qui aurait plus de soixante ans, ont tous deux été arrêtés le 27 octobre 1996, vers 9 heures du matin, dans une imprimerie de Djakarta (capitale du pays). Ils venaient de terminer l'édition d'un numéro de Suara Independen (la Voix indépendante), un magazine mensuel publié par la Société indonésienne pour une presse différente, qui a son siège à Melbourne (Australie). Andi Syahputra est le gérant de l'imprimerie, et Dasrul son employé. Au cours de l'opération de police, 5 000 exemplaires de Suara Independen ont été saisis. Andi Syahputra a été interpellé en vertu d'un mandat d'arrestation décerné contre lui, mais l'on ignore si cela a été le cas pour Dasrul.

Les deux hommes ont été placés en garde à vue au siège de la police du district sud de Djakarta, où ils seraient actuellement toujours détenus. Le lendemain de leur arrestation, la police a effectué une descente au domicile d'Andi Syahputra, situé dans le centre-ville, et saisi des documents qui auraient un rapport avec le magazine, notamment des photographies.



Andy Syahputra et Dasrul sont détenus en vertu des articles 134 et 154 du Code pénal indonésien, généralement invoqués pour jeter en prison des personnes se livrant à des activités pacifiques à caractère politique. La peine maximale prévue par l'article 134 pour « offense au président » est de six ans d'emprisonnement, et celle prévue par l'article 154, qui interdit « ... l'expression publique de sentiments d'hostilité, de haine ou de mépris envers le gouvernement... », de sept ans d'emprisonnement. Amnesty International ignore quelles sont les charges précises retenues contre les deux hommes ; il semble cependant qu'elles soient liées au contenu du magazine, alors qu'ils n'en sont que les imprimeurs. Ce magazine, qui n'a pas été officiellement autorisé à paraître aux termes des dispositions restrictives en vigueur en Indonésie concernant la presse, n'a pas non plus été formellement interdit.

On peut craindre qu'au cours de l'interrogatoire des deux hommes, les garanties destinées à protéger les droits des détenus, inscrites dans le Code de procédure pénale indonésien, ne soient pas respectées. Le code dispose que seuls la police et les représentants des services du procureur général sont habilités à interroger les détenus, mais cette procédure est rarement observée : des suspects subissent des interrogatoires alors qu'ils sont détenus par les militaires, ou bien, s'ils sont détenus par la police ou par les services du procureur général, ils sont interrogés par des responsables des services de renseignements de l'armée. Dans ces circonstances, les détenus sont davantage exposés à la torture ou aux mauvais traitements. Les pressions physiques et psychologiques visant leur faire signer des déclarations ou à leur extorquer des renseignements sont d'ailleurs fréquentes.

Amnesty International considère que l'arrestation d'Andy Syahputra et de Dasrul constitue une violation des droits à la liberté de parole et d'expression en Indonésie. L'Organisation estime que leur arrestation et les charges retenues contre eux s'inscrivent dans un vaste programme gouvernemental de répression des militants et autres opposants présumés au régime, programme mis en œuvre depuis le mois de juillet, lors de l'opération contre le siège du Partai Demokrasi Indonesia (PDI, Parti démocrate indonésien). Depuis lors, au moins 103 personnes, notamment des militants politiques et syndicaux ainsi que des défenseurs des droits de l'homme, ont été placés en détention. Des journalistes, des membres d'organisations non gouvernementales et des avocats ont également été en butte à des manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Il semble par ailleurs qu'Andy Syahputra fasse partie du Komite Independen Pengaman Pemilu (KIPP, Comité indépendant de surveillance des élections), dont certains membres avaient déjà été arrêtés auparavant¹.

Les journalistes ou les simples citoyens qui luttent pour défendre la liberté de parole en Indonésie sont fréquemment victimes de violations de leurs droits fondamentaux ; ils peuvent notamment être jetés en prison, et sont alors considérés comme des prisonniers d'opinion par Amnesty International. En septembre 1995, Ahmad Taufik et Eko Margadi, tous deux journalistes, ainsi que Danang Kukuh Wardoyo, employé de bureau, ont été emprisonnés, reconnus coupables d'« insultes au gouvernement » et condamnés à des peines comprises entre vingt et trente-deux mois d'emprisonnement pour avoir diffusé une publication non autorisée. En novembre 1995, les deux journalistes ont vu leur peine augmentée de quatre mois. Toujours en septembre 1995, un autre journaliste, Tri Agus Susanto, a été déclaré coupable d'« offense au président » et condamné à deux ans d'emprisonnement. Les quatre hommes sont toujours en prison. Danang Kukuh Wardoyo devrait pour sa part être libéré à la mi-novembre. Amnesty International considère que ces quatre personnes sont des prisonniers d'opinion.

Écrivez des lettres aux autorités pour :

- ° leur demander qu'Andy Syahputra et Dasrul soient libérés immédiatement et sans condition ;
- ° qu'elles veillent à ce qu'Andy Syahputra et Dasrul ne soient pas torturés ni maltraités

¹ Cf. le rapport d'Amnesty International intitulé Indonésie: Independent election monitors targeted (index 11 : 15/1 21/25/96, 29 avril 1996) [Indonésie. Des observateurs indépendants chargés de surveiller le déroulement des élections sont pris pour cibles].

- pendant leur détention ;
- leur demander que toute personne se livrant à des activités pacifiques dans le but de défendre la liberté de parole et d'expression puisse continuer à le faire sans craindre d'être arrêtée ou d'être en butte à des mesures d'intimidation de la part des autorités.

À qui adresser vos appels :

- Head of South Jakarta Police Headquarters

Chef de la police de Djakarta-Sud

Jalan Dharmawangsa

Kebagoran Baru

Jakarta Selatan

Indonésie

Vous pouvez adresser des copies de vos appels aux journaux indonésiens suivants :

- The Jakarta Post

Fax : 62 21 549 2685

- Kompas

Fax : 62 21 548 6085

- Merdeka

Fax : 62 21 555 6063

ainsi qu'à la Commission nationale des droits de l'homme :

- Komisi Nasional Hak Asasi Manusia (Komnas HAM)

Jalan Pemuda n° 104

Jakarta

Indonésie

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre Indonesia: Printers of independent journal arrested. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONALE - ÉFAL - décembre 1996.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :